

RÈGLEMENT NO. 805

Ayant pour objet

- a) abroger le règlement 770
 - b) de fixer des taux variés de taxe foncière générale
-

ATTENDU les termes des articles 244.29 à 244.64 de la loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., ch. F 2.1) permettant à la ville de fixer des taux variés de taxe foncière générale, et les termes de l'article 252 de la même loi l'autorisant à fixer un nombre de versements supérieur à deux que peut faire le débiteur des taxes foncières.

ATTENDU QUE les dispositions des articles 204, 205 et 205.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (R.L.R.Q. chap. F-2.1) concernant la fixation des compensations payables par les propriétaires d'immeubles exemptés de taxes;

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été donné lors d'une séance régulière de ce conseil tenue le 2 décembre 2019.

ATTENDU QUE les membres du conseil présent déclarent avoir reçu le règlement dans le délai prescrit et renoncent à sa lecture;

PAR CES MOTIFS, il est proposé par Carmen Gravel, appuyé de Silvy Lapointe et résolu à l'unanimité des conseillères que soit adopté le présent règlement #805 et qu'il soit ordonné et statué par le présent règlement ce qui suit :

Article 1

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

Article 2 **CATÉGORIES D'IMMEUBLES**

2.1 Les catégories d'immeubles pour lesquelles la municipalité fixe plusieurs taux de taxe foncière générale sont les suivantes :

- a) Catégorie des immeubles non résidentiels;
- b) Catégorie des immeubles industriels;
- c) Catégorie des immeubles de six logements ou plus;
- d) Catégorie des terrains vagues desservis;
- e) Catégorie de base, appelée catégorie résiduelle dans le présent règlement;
- f) Catégorie des immeubles agricoles

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

L'expression « unité d'évaluation » a le sens que lui accorde l'article 34 de la loi sur la fiscalité municipale (LFM), telle qu'en vigueur à la date d'adoption du présent règlement et annexé aux présentes, fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était au long reproduit.

- 2.2 Les dispositions des articles 244.29 à 244.64 de la LFM en vigueur à l'adoption du présent règlement et annexées aux présentes, font partie intégrante du présent règlement comme si elles y étaient au long reproduit.

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit.

Article 3 *TAUX DE BASE*

Le taux de base est fixé à quatre-vingt-sept cents (0,87\$) par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 4 *TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE RÉSIDUELLE*

Le taux de base est le taux particulier à la catégorie résiduelle.

Article 5 *TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS*

Le taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à la somme de deux dollars et vingt-cinq cents (2,25\$) par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 6 *TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS*

Le taux particulier à la catégorie des immeubles industriels est fixé à la somme de trois dollars (3,00\$) par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 7 *TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES DE SIX LOGEMENTS OU PLUS*

Le taux particulier à la catégorie des immeubles de six logements ou plus est fixé à la somme de quatre-vingt-sept cents (0,87\$) par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 8 *TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES TERRAINS VAGUES DESSERVIS*

Le taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à la somme de quatre-vingt-sept cents (0,87\$) par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 9 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES AGRICOLES

Le taux particulier à la catégorie des immeubles agricoles est fixé à la somme de quatre-vingt-sept cents (0,87\$) du cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 10 COMPENSATION POUR IMMEUBLES EXEMPTÉS DE TAXES FONCIÈRES

Il est, par le présent règlement, imposée une compensation pour services municipaux de chaque immeuble exempté de taxes, conformément à l'alinéa 1, paragraphe 5, de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (R.L.R.Q. chap. F-2.1). Le montant de la compensation est établi en multipliant la valeur non imposable de l'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière par un taux de 0,87\$ par 100\$ d'évaluation.

Article 11 IMPOSITION ET PRÉLÈVÈVEMENTS

La taxe foncière générale est imposée et prélevée annuellement, au taux particulier à la catégorie à laquelle il appartient, sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds et définis à la loi.

Article 12

Les taxes foncières doivent être payées en un versement unique.

Toutefois, lorsque le total des taxes foncières est égal ou supérieur à 300\$, celles-ci peuvent être payées en trois versements égaux.

Article 13

Le versement unique ou le premier versement des taxes foncières municipales doit être effectué au plus tard le 30^e jour qui suit l'expédition du compte de taxes.

Le deuxième versement doit être effectué au plus tard le cent vingtième (120^e) jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Le troisième versement doit être effectué au plus tard le cent vingtième (120^e) jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement.

Article 14

Les modalités de paiement établies aux articles 10 et 11 du présent règlement s'appliquent également aux taxes spéciales, taxes de services, tarification et aux compensations municipales que la municipalité perçoit.

Article 15

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement et porte intérêt au taux fixé par résolution du conseil ou à défaut conformément à la loi.

Article 16

Une poursuite intentée avant l'entrée en vigueur de ce règlement est continuée et instruite suivant les anciens règlements, malgré l'abrogation prévue au règlement 743 par ce règlement.

Tout montant de taxes dû avant l'entrée en vigueur de ce règlement pour lequel aucune poursuite n'a été intentée avant l'entrée en vigueur de ce règlement et l'abrogation du règlement en vigueur antérieurement pourra être recouvré de son débiteur qui devra être poursuivi, jugé et instruit suivant les anciens règlements 476, 521, 548, 571, 611, 629, 657, 677, 699, 719, 734, 743 et 770.

Article 17

Le règlement 770 est abrogé par le présent règlement à toute fin que de droit.

Article 18

Le présent règlement entrera en vigueur après avoir reçu les approbations requises.

Passé et adopté à une séance régulière du conseil de la Ville de Saint-Honoré, tenue le 16 décembre 2019 et signé par le maire et le directeur général.

Bruno Tremblay
Maire

Stéphane Leclerc, CPA, CMA
Directeur général